

**Extrait du procès-verbal  
du Comité Technique Ministériel  
du 18 novembre 2013**

**Projet de décret portant statuts particuliers du corps  
des chargés de recherche du développement durable et  
du corps des directeurs de recherche du  
développement durable**

Étaient présents sous la présidence de Monsieur Vincent MAZAURIC, Secrétaire général :

**En qualité de représentants de l'administration :**

Michel-Régis TALON, Directeur, Adjoint au Secrétaire général  
François CAZOTTES, Directeur des ressources humaines  
Ronald DAVIES, Chef de service, Adjoint au directeur des ressources humaines  
Laurent TAPADINHAS, Directeur de la recherche et de l'innovation  
Bernard LARROUTUROU, Préfigurateur du CÉRÉMA  
Philippe CARON, Chef du service du pilotage et de l'évolution des services  
Gérard CHATAIGNER, Chef du service chargé des questions sociales  
Thierry VATIN, Chef du service chargé de la modernisation, de l'innovation et de la qualité  
Anne HARLÉ, Chef du département des relations sociales

**En qualité de rapporteurs désignés par l'administration :**

**Point n°2 :** Hervé SCHMITT (sous-directeur – SG/DRH/MGS)  
Véronique VOGEL (Adjointe au chef de bureau – SG/DRH/MGS1)

**En qualité de représentants du personnel :**

CGT-FSU : Nicolas BAILLE – Didier LASSAUZAY – Charles BREUIL –  
Francis COMBROUZE – Philippe GARCIA – Simon LERY  
FO : Jean HEDOU – Jean-Pierre MOREAU – Didier PENNES – Sylvie CALVO  
CFDT : Hubert LEBRETON – Véronique THYS  
UNSA : Jean-Michel BAILLY – Isabelle VIALLAT

**En qualité d'experts désignés par les organisations syndicales :**

**Point n°2 :**

CGT-FSU : Madame Brigitte REIG (IFSTTAR – CGT)  
Monsieur Reinhard GRESSEL (IFSTTAR – CGT)  
Monsieur Philippe BON (IFSTTAR – FSU)  
Monsieur Guillaume SAINT – PIERRE (IFSTTAR – FSU)  
Monsieur Nicolas MAYER (DDTM 33/SML/Espace Maritime et Littoral – CGT)  
Madame Marie-Hélène THOMAS (SNPTTE – CGT)  
FO : Madame Myriam DUC (IFSTTAR)  
Monsieur Gérard COSTIL (FO)  
Monsieur Éric DESTABLE (DDTM 62/DML/CapC)  
CFDT : Monsieur Gérard BOUIN (CETE de l'Ouest)  
Madame Frédérique LARRARTE (IFSTTAR)  
UNSA : Madame Martine FOLTZER (DDT 77/SESR/UER)  
Monsieur Nicolas MASREVERY (permanent syndical / DREAL Aquitaine)  
Monsieur Lucas ADELAIDE (IFSTTAR)

\*\*\*\*\*

**Monsieur Vincent MAZAURIC, Secrétaire général**, ouvre la séance et constate que le quorum est atteint.  
Monsieur François CAZOTTES assurera les fonctions de secrétaire et l'UNSA, celles de secrétaire adjoint.

## **Projet de décret portant statuts particuliers du corps des chargés de recherche du développement durable et du corps des directeurs de recherche du développement durable**

Monsieur Vincent MAZAURIC, Secrétaire général, donne la parole à Monsieur Hervé SCHMITT, rapporteur du texte :

« Le présent projet de décret concrétise les démarches engagées pour fusionner les corps de chercheurs du MEDDE avec ceux de l'Institut Français des Sciences et Technologies des Transports, de l'Aménagement et des Réseaux (IFSTTAR). La fusion a pour objectif de créer un corps unique ministériel de plus de 314 chargés de recherche et un corps unique ministériel de plus de 130 directeurs de recherche.

Pour mémoire l'IFSTTAR a été créé par décret du 30 décembre 2010. Cet établissement public national à caractère scientifique et technologique (EPST) est né de la fusion de l'institut national de la recherche sur les transports et leur sécurité (INRETS) et du laboratoire central des ponts et chaussées (LCPC). La fusion de l'INRETS et du LCPC qui représente davantage qu'un simple rapprochement administratif des deux structures, pose par ailleurs la question de la gestion des personnels chercheurs. En effet, exercent au sein de l'IFSTTAR :

- d'une part, des directeurs de recherche et des chargés de recherche issus de l'INRETS et régis par le décret du 12 mars 1986 relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires de l'INRETS (corps propres à l'ex-établissement) ;
- d'autre part, des directeurs de recherche et des chargés de recherche issus du LCPC et régis par le décret du 28 octobre 1994 relatif aux statuts particuliers du corps des chargés de recherche et du corps des directeurs de recherche relevant du ministre chargé de l'équipement (corps ministériel).

Ces derniers ont donc vocation à servir à l'IFSTTAR mais également dans les services du MEDDE ou au sein d'établissements publics sous tutelle ou co-tutelle ayant une activité de recherche.

Bien qu'ayant des statuts analogues, on relève des différences notables pour ces corps concernant, notamment, la gestion administrative (mobilité par exemple), les régimes indemnitaires et la reconnaissance académique (évaluation).

Au regard de l'ambition de valoriser la recherche et de disposer de corps répondant au mieux aux besoins des employeurs, une mission sur l'avenir de ces corps a été confiée, le 15 avril 2011, à Patrick CHABRAND, professeur des universités et président de la commission d'évaluation des chercheurs de l'EX-INRETS ainsi qu'à Benoît LESAFFRE, IGPEF, président du comité d'évaluation des chercheurs du MEDDE. Le rapport du 13 février 2012 propose un scénario de fusion et des recommandations à la conduite du projet. Ce rapport a été présenté aux commanditaires, aux employeurs et aux organisations syndicales durant le 1<sup>er</sup> trimestre 2012.

Suites aux échanges avec le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (MESR), dans la perspective de la conduite du projet, le MEDDE et l'IFSTTAR ont mis en place un comité de pilotage "Fusion des corps de chercheurs MEDDE-INRETS". Ce comité a décidé de mettre en place trois groupes de travail chargés d'examiner les questions relatives à l'évaluation, la gestion des corps et le régime indemnitaire. Les conclusions de ces groupes ont été présentées lors de réunions bilatérales en janvier 2013.

Parallèlement, un projet de décret statutaire a été établi. Il a été présenté dans le cadre du 2<sup>ème</sup> cycle de réunions bilatérales en avril 2013 puis de deux réunions plénières, qui se sont tenues le 10 juin puis le 10 octobre 2013. Il a été également examiné en groupe d'échanges le 15 octobre 2013. Ce projet tient compte des observations émises lors du processus de concertation engagé au cours de cette année par le MEDDE et l'IFSTTAR.

Ce projet de texte est destiné à créer un corps ministériel unique de chargés de recherche et un autre, de directeurs de recherche, avec pour objectifs de :

- mieux connaître la recherche au sein du ministère ;
- favoriser la mobilité interne et externe ;
- unifier les dispositifs d'évaluation ;
- rationaliser la gestion ;
- faire converger les régimes indemnitaires ».

**Amendement n°1 proposé par l'UNSA :**

Modifications dans l'article 8 :

- Suppression des mots : « par dérogation aux dispositions de l'article 18 du décret n°83 – 1260 du 30 décembre 1983 »
- Remplacement des mots « deux tiers » par les mots « un tiers ».

**Votes sur l'amendement n°1 proposé par l'UNSA :**

	POUR	CONTRE	ABSTENTION	NE PREND PAS PART AU VOTE
CGT-FSU (6)		6		
FO (4)				4
CFDT (3)			2	
UNSA (2)	2			
<b>TOTAL</b>	<b>2</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>4</b>

***L'avis du CTM sur l'amendement n°1 proposé par l'UNSA est réputé avoir été donné.***

**Vœu n°2 proposé par FO :**

« Comme pour les corps de chercheurs des EPST, le comité technique ministériel demande que le taux de promotion des chargés de recherche soit porté à 100 % ».

**Votes sur le vœu n°2 proposé par FO :**

	POUR	CONTRE	ABSTENTION
CGT-FSU (6)	6		
FO (4)	4		
CFDT (3)	2		
UNSA (2)		2	
<b>TOTAL</b>	<b>12</b>	<b>2</b>	

**L'avis du CTM sur le vœu n°2 proposé par FO est favorable.**

Le président du CTM assure qu'il défendra auprès de la Fonction publique le passage à 100 % du taux de promotion des chargés de recherche après la mise en place de ce corps.

Le président du CTM décide de ne pas retenir l'amendement n°1 de l'UNSA et soumet aux votes le projet de texte :

Votes sur le projet de décret :

	POUR	CONTRE	ABSTENTION
CGT-FSU (6)			6
FO (4)	4		
CFDT (3)			2
UNSA (2)			2
<b>TOTAL</b>	<b>4</b>		<b>10</b>

*L'avis du CTM sur le projet de décret portant statuts particuliers du corps des chargés de recherche et du corps des directeurs de recherche du développement durable est réputé avoir été donné.*

Fait à la Défense, le **05 DEC. 2013**

Le directeur des ressources humaines  
  
François CAZOTTES

